

Burundi/Négociations

Les acteurs du dialogue renouent laborieusement le contact en Ouganda

AFP
Kampala/Ouganda

Les difficultés à s'accorder lors de la rencontre d'hier considérée comme un préalable montrent que le chemin est encore long.

Le gouvernement burundais et l'opposition ont péniblement renoué le contact hier en Ouganda, sous l'égide du président ougandais Yoweri Museveni, pour tenter de relancer un dialogue bloqué depuis plus de cinq mois et dénouer la grave crise politique qui frappe le Burundi. Des représentants du gouvernement burundais, de l'opposition et de la société civile se sont retrouvés au palais présidentiel d'Entebbe, près de la capitale Kampala. Chacun a pu exprimer brièvement ses positions lors d'une cérémonie présidée par M. Museveni. Cette réunion n'était qu'un préalable à une reprise formelle des négociations. Mais les difficultés pour s'accorder sur les modalités de celles-ci montrent que le chemin est encore long. Le ministre ougandais de la Défense, Crispus Kiyonga, a ainsi indiqué que les discussions reprendraient le 6 janvier à Arusha, en Tanzanie.

Mais Bujumbura a immédiatement affirmé qu'il n'y avait "pas eu de consensus" sur cette date.

Médiateur désigné par la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est (EAC), M. Museveni a tenté d'inciter gouvernement et opposition à se parler. "Je vous demande, dans les deux camps, de vous asseoir et de trouver une solution politique pour mettre fin aux souffrances du peuple" burundais, a-t-il déclaré. "Vous n'avez aucune excuse" pour ne pas résoudre rapidement vos différends, a-t-il ajouté à l'attention des différents protagonistes. "Vous pouvez vous rencontrer un après-midi et vous mettre d'accord."

Cette rencontre était destinée à permettre la reprise d'un dialogue interrompu depuis juillet, quand la partie gouvernementale s'en était retirée deux jours avant la présidentielle, qui avait débouché sur la réélection du président burundais Pierre Nkurunziza.

DEBAT SUR LES "QUOTAS ETHNIQUES" • Le Burundi est plongé dans une profonde crise politique depuis la candidature fin avril de M. Nkurunziza à un troisième mandat, que l'opposition, la société civile et une partie de son camp jugent contraire à



Photo : AFP

Ce sont des négociations guère simples pour les Burundais (ici lors d'une manifestation anti-Forebu) qui se sont engagées hier à Entebbe, près de Kampala.

la Constitution et à l'Accord d'Arusha qui a mis fin à la guerre civile en 2006.

Les violences ont déjà fait plusieurs centaines de morts et poussé plus de 200 000 personnes à quitter le pays, selon l'Onu.

Le choix d'Arusha pour la poursuite du dialogue est symbolique. Cette ville a abrité pendant plus de deux ans, entre 1998 et 2000, les négociations interburundaises qui ont abouti à la signature d'un accord de paix ayant mis fin à la guerre civile (1993-2006) entre l'armée dominée alors par la minorité tutsi et des rebelles hutu.

Mais "les choses ne seront pas faciles car tout le monde est conscient que les positions

sont pour le moment inconciliables", a expliqué à l'AFP un analyste burundais ayant requis l'anonymat.

Pour la première fois hier, le gouvernement burundais a ainsi semblé remettre en cause l'un des fondements de l'Accord d'Arusha, en estimant que la question des "quotas ethniques", qui garantissent la parité entre Hutu et Tutsi au sein de l'armée et de la police, "pourrait se poser".

Des propos tenus à Entebbe par le ministre des Affaires étrangères Alain-Aimé Nyamitwe, qui menait la délégation gouvernementale. Il a aussi à nouveau mis en garde contre toute participation aux négociations d'opposants impliqués dans le

coup d'Etat manqué des 13 et 14 mai.

"LEGALITE CONSTITUTIONNELLE" • Le Cnared, coalition des partis politiques opposés au troisième mandat, s'est aussi exprimé par la voix de son président Léonard Nyangoma, qui vit en exil. "Le nœud du problème, c'est Nkurunziza et son système" qui ont bafoué l'Accord d'Arusha, a-t-il estimé.

Le gouvernement a toujours refusé jusqu'ici de discuter avec le Cnared, accusant ses membres d'être impliqués dans la tentative de putsch et d'être lié aux groupes armés. "Discuter avec le Cnared reste une ligne rouge pour le gouvernement", a rappelé, sous couvert d'anonymat, un membre de la délégation gouvernementale, qui a néanmoins jugé acceptable sa présence à Entebbe car il ne s'agissait "pas de s'asseoir avec lui".

Le porte-parole du Cnared, Pancrace Cimpaye, avait indiqué à l'AFP avant la rencontre qu'il comptait "insister sur un déploiement immédiat de la mission de l'Union africaine (UA), avant un retour à la légalité constitutionnelle qui passe par un gouvernement de transition chargé d'organiser des élections libres et démocratiques

Nigeria/Violences

21 morts dans l'attaque dimanche dans le nord-est du pays

AFP
Kano/Nigeria

L'ATTAQUE d'une ville-clé du nord-est du Nigeria dimanche soir, attribuée au groupe islamiste Boko Haram, a fait 21 morts et 91 blessés, a annoncé hier le responsable régional de l'Agence de gestion des situations d'urgence (Nema). "Nous avons recensé un total de 21 morts et 91 blessés dans l'attaque de Boko Haram la

nuît dernière" à Jiddari Polo, une localité située dans les faubourgs de Maiduguri, la capitale de l'Etat de Borno, a déclaré à l'AFP Mohammed Kanar, chef de la Nema dans le nord-est du pays.

Des habitants ont également affirmé dimanche à l'AFP que Boko Haram était l'auteur de l'attaque. Vers 18H30 locales (même heure au Gabon), des insurgés ont ouvert le feu, accompagnés de nombreux jeunes équipés d'explosifs. "Il y a eu plus d'une douzaine

d'attentats-suicide à Maiduguri pendant la nuit", a assuré Babakura Kolo, membre d'une milice d'autodéfense qui aide l'armée dans sa lutte contre Boko Haram.

Boko Haram a tenté à plusieurs reprises de reconquérir la ville de Maiduguri, berceau de Boko Haram régulièrement frappé par les attentats-suicide et raids meurtriers des insurgés, depuis qu'ils en ont été chassés il y a trois ans. Cette nouvelle attaque sur-

vient quelques jours après que le président Muhammadu Buhari a affirmé que la guerre contre Boko Haram avait "techniquement" été gagnée, et à moins d'une semaine de la date limite du 31 décembre qu'il a lui-même fixée pour venir à bout de ce groupe jihadiste.

Les forces de sécurité nigérianes sont parvenues à reprendre des territoires à Boko Haram, mais les attaques menées ces derniers jours par les jihadistes, qui

continuent de prendre pour cibles des villages reculés, viennent remettre en question l'affirmation de M. Buhari.

• Jusqu'à 30 morts dans deux attentats-suicide. Deux attentats-suicide ont été commis par des femmes kamikazes hier matin sur un marché de l'Etat d'Adamawa, dans le nord-est du Nigeria, a annoncé une source militaire, alors qu'un responsable local a fait état d'une trentaine de morts.

Irak/Ramadi repris au groupe Etat islamique par l'armée

La "plus importante victoire" dans la lutte contre l'EI

AFP
Paris/France

Le président français François Hollande a estimé hier que la reprise par les forces irakiennes de la ville de Ramadi, à l'ouest de Bagdad, constituait "la plus importante victoire" à ce jour dans la lutte contre les jihadistes du groupe Etat islamique. Cette "libération (...) constitue la plus importante vic-

toire depuis le commencement de la lutte contre l'organisation terroriste Daech (ndlr, acronyme arabe de l'EI)", a déclaré l'Elysée dans un communiqué. "C'est une étape majeure du rétablissement en Irak de l'autorité de l'Etat", a ajouté la présidence française, précisant que François Hollande avait félicité le Premier ministre irakien Haider al-Abadi.

Dans un entretien téléphonique entre les deux hommes, M. Hollande a



Photo : AFP

Les forces irakiennes ont repris Ramadi des mains du groupe Etat islamique. Un succès capital, s'est réjoui le président français François Hollande.

également "assuré M. al-Abadi du plein soutien de la France dans le combat" contre les jihadistes, "notamment au sein de la coalition internationale" contre l'EI.

La France s'est engagée en septembre 2014 au sein de cette coalition en Irak et un an plus tard en Syrie. Elle a intensifié ses attaques contre les positions de l'EI depuis les attentats qui ont fait 130 morts à Paris le 13 novembre.

L'Afrique en bref

• **Burkina Faso/Armée.** Des soldats arrêtés pour avoir planifié de libérer Diendéré

Une vingtaine de soldats de l'ex-Régiment de sécurité présidentielle (RSP), l'ancienne garde prétorienne de l'ex-président burkinabè déchu Blaise Compaoré, ont été arrêtés pour leur implication présumée dans un projet de libération du général putschiste Gilbert Diendéré, a-t-on appris hier.

• **Mali/Jihadistes.** Les corps de 12 combattants récupérés

Un groupe armé malien pro-gouvernemental a récupéré samedi les corps de douze de ses combattants, tués selon lui lors d'une opération de la force française Barkhane visant les jihadistes dans le nord du pays, a-t-on appris dimanche de sources concordantes.

• **Niger/Politique.** Verdict mi-janvier sur la liberté provisoire de l'opposant Hama Amadou

La justice nigérienne se prononcera le 11 janvier sur une nouvelle demande de liberté provisoire pour Hama Amadou, opposant et candidat à la présidentielle, écroué depuis plus de six semaines pour son implication dans la très sensible affaire de trafic présumé de bébés, a indiqué lundi un de ses avocats.

A travers le monde

• **France/Violences.** Corse : l'appel des nationalistes

Les nouveaux dirigeants nationalistes de Corse ont lancé hier des appels au calme et fermement condamné les manifestations racistes du week-end à Ajaccio, dans le sud de cette île française de Méditerranée, les jugeant "aux antipodes" de leurs idéaux.

• **Grande-Bretagne/Intempéries.** Que d'eau !



Photo : AFP

Le Premier ministre britannique David Cameron s'est rendu hier auprès des populations affectées par les inondations dans le nord de l'Angleterre, dues à des conditions climatiques inhabituelles qui affectent variablement plusieurs pays d'Europe de l'Ouest.

• **Italie/Immigration.** Plus de 4 000 migrants secourus durant le week-end de Noël

Plus de 4 000 migrants ont été secourus dans le Canal de Sicile durant le week-end de Noël lors de nombreuses opérations coordonnées par la Marine militaire et les garde-côtes italiens, qui ont qualifié l'année 2015 d'"exceptionnelle".

• **Pologne/Politique.** Réforme du Tribunal constitutionnel : le président persiste et signe

Le président conservateur polonais Andrzej Duda a promulgué hier une réforme controversée du Tribunal constitutionnel, faisant fi des critiques de l'opposition, qui craint une paralysie de la cour, et des fortes réserves exprimées par la Commission européenne.